



L'Action Sociale proche de l'implosion

Défendons-là le 15 Octobre 2020

Depuis trop longtemps nous dénonçons les gestions comptables qui dégradent nos conditions de travail et la qualité de l'accompagnement.

Le début de cette crise sanitaire n'a fait qu'aggraver ce constat : manque de personnels, dégradations des conditions de travail, manque de matériel de protection.

Nous avons pu constater que depuis le début de cette crise sanitaire le secteur médico-social et social dans son ensemble et notamment la protection de l'enfance ont été particulièrement délaissés se retrouvant complètement isolée sans moyen ce qui est inacceptable !

Tous les travailleurs du secteur se sont mobilisés pour pouvoir accompagner, souvent dans des conditions proches de l'implosion, les 350 000 enfants bénéficiant d'une mesure de protection de l'enfance et l'ensemble des personnes accueillies dans nos établissements.

Il faut que le gouvernement et l'ensemble des financeurs : l'ARS, la métropole, le département et la PJJ prennent la mesure de la situation et ce ne sont pas les primes versées ou éventuelles qui vont étouffer la colère des professionnels qui monte.

Pour seule réponse : une parole inexistante qui témoigne du mépris du secrétaire d'état à la protection de l'enfance et des financeurs ; des attaques sur les acquis des salariés et une possibilité accrue d'accueil dans les lieux d'hébergement, cela suffit !

Le Ségur démontre tout le mépris que le gouvernement nous témoigne en nous oubliant !

Nous ne sommes ni héros ni soldats, nous sommes les acteurs du terrain. Nous revendiquons des conditions de travail et une qualité d'accompagnement que l'on nous doit !

Loi de financement de la sécurité sociale

Cette loi va être discutée au parlement cet automne, comme chaque année. La sécu est un financeur majeur du secteur sanitaire, social et médico-social. Cette année cette loi prend encore plus d'importance car la crise sanitaire a montré combien les établissements manquent de personnel, de lits, de moyens matériels. Il faut absolument que le parlement donne les moyens aux établissements de fonctionner correctement pour répondre aux besoins de la population.

Nous réclamons ! :

- L'arrêt immédiat des restructurations et de toutes les économies sur le dos de l'action sociale.
- Une augmentation des budgets à la hauteur des besoins des établissements.
- l'arrêt de la tarification à l'acte de tous les projets de marchandisation de notre secteur.
- Un plan d'embauche et de formation prenant réellement en compte le manque de moyens humains et de qualification dans notre secteur.
- Une augmentation de tous les salaires de 300€ minimum, au travers de l'augmentation du point des conventions. Des négociations de salaire doivent s'ouvrir dans les branches.
- L'arrêt du management toxique qui devient la norme dans le secteur.
- La sécurité sociale à 100% gérée par les salariés qui doit permettre un grand service public de santé et d'action sociale répondant au besoin de la population.

La protection, l'autonomie, la prévention, le handicap... l'action sociale, cela nous concerne tous ! Les enfants, adultes français ou étrangers avec ou sans papiers, ne sont pas une marchandise et l'action sociale n'est pas une entreprise. Mobilisons-nous contre la fatalité du toujours moins. Il est maintenant indispensable de nous donner les moyens d'assurer nos missions. C'est ensemble et avec vous que nous devons changer notre quotidien de travail et notre société.

Nous appelons à la mise en place d'assemblées générales dans nos établissements, à se mettre en grève et manifester le 15 octobre 2020 à 14h00 devant le 75 cours Albert Thomas (l'ADAPEI 69), Sauvegarde69 puis préfecture, où une délégation sera reçue.